

L'industrie pétrolière a donné le signal d'alarme. L'association canadienne du pétrole a formulé un avertissement dans une petite brochure qu'elle publie, disant que nous avons le choix entre deux possibilités. Elle y explique ce qui va se passer en l'absence d'exploration. Nous allons manquer de pétrole. On y lit que si le Canada fait de la prospection et du développement, nous aurons du pétrole. Bien sûr, la recherche, le développement, le transport, le raffinage et la distribution, tout cela coûte cher. On y estime à 30 milliards de dollars le montant de l'addition.

● (2120)

On a beaucoup entendu critiquer les sociétés pétrolières au sujet de leurs profits. La brochure publiée par l'industrie indique que les bénéfices des années 1970 à 1973 ont représenté environ 12 p. 100. Cela n'est guère plus que ce que rapportent les obligations d'épargne du Canada, qui sont sans risque.

Le gouvernement a manifesté l'intention de réduire les dépenses. Or, l'industrie du pétrole offre de lui éviter une dépense de 30 milliards de dollars au chapitre de la recherche de pétrole. D'autres industriels ont manifesté leur mécontentement devant l'orientation adoptée par le gouvernement, qu'ils estiment mal avisée.

A l'assemblée annuelle du groupe Canadien Pacifique, M. Ian Sinclair a donné des exemples d'interventions inutiles de l'État dans les affaires. Voici ce qu'il déclarait:

On explique généralement ces intrusions en disant que le secteur privé n'a pas fait ceci ou cela. En réalité, si le secteur privé ne l'a pas fait, c'est qu'il en a été empêché par les politiques fiscales, par l'intervention de l'État dans le fonctionnement des marchés, ou par l'incertitude résultant des brusques revirements de politique de l'État ou du conflit des politiques adoptées par divers gouvernements.

On a toujours estimé au Canada, a-t-il dit, que l'abondance de nos richesses naturelles était notre plus sûre garantie de richesse future, mais les gouvernements fédéral et provinciaux se sont mis à se les disputer, comme des parents à la vue d'un héritage. Puis il a parlé des risques que comporte la recherche des gisements:

Il y a déjà suffisamment de risques dans le développement des gisements, sans qu'on les aggrave par ces complications nouvelles.

Les risques que présente la mise en valeur des richesses naturelles ne peuvent pas être atténués par une prise en charge de l'État. Cette solution ne ferait qu'obliger une population à prendre des risques contre sa volonté. De plus, les résultats obtenus par les entreprises publiques d'ici et de l'étranger nous annoncent clairement les déceptions que réserve l'intervention du secteur public.

Il y a d'autres affirmations dont je vous fait grâce pour économiser du temps.

Quand j'ai pris la parole à l'étape de la deuxième lecture, j'ai attiré l'attention sur l'incapacité totale du gouvernement à exploiter les 59 sociétés de la Couronne. Ce mois-ci on a déposé sur le pupitre de tous les députés le bulletin d'information de Travail Canada. En gros, il déclare qu'en avril 1975, il y a eu dix arrêts de travail dans des secteurs relevant de la compétence fédérale qui ont touché 6,007 travailleurs et entraîné une perte de 126,000 jours-hommes. Cette mauvaise gestion est manifeste dans les postes, les transports aériens, et autre, mais qu'arriverait-il s'il en allait de même dans une société nationale des pétroles? Ce serait beaucoup plus grave.

Comme principe de base, il faudrait que le gouvernement se contente d'un rôle effacé et assure les services essentiels que l'entreprise privée ne peut pas assurer. Pourtant le gouvernement actuel veut engager tout le monde d'une façon directe. Il refuse d'admettre que les grandes sociétés ne se résument qu'à un document juridique. Elles se composent toutes d'actionnaires qui ne sont

Péto-Canada

souvent que de simples citoyens. Par exemple, chaque travailleur canadien qui contribue à un régime de pension, investit dans quelque grande société.

On pourrait s'arrêter un instant pour songer à la manière dont une mesure gouvernementale comme le bill C-8 influence les entrepreneurs canadiens et le régime d'entreprise qui ont édifié le Canada. Cet entrepreneur bien connu de Toronto, John Bulloch, tailleur, qui a fait paraître dernièrement une annonce reprenant, sur le plan politique, la vieille histoire de «la petite poule rousse», «égalité des droits», etc., la petite poule rousse a été obligée d'abandonner 80 p. 100 de la production de pain au bénéfice de ses voisins de basse-cour. Il fallait s'y attendre, les voisins se sont toujours demandés pourquoi la petite poule rousse avait cessé de cuire du pain. Quand les Canadiens se réveilleront-ils, un bon matin, se demandant pourquoi l'industrie pétrolière ne produit plus de pétrole pour leurs usines, leurs chaudières et leurs automobiles?

Finalement, je voudrais examiner ce qui se passe chez nos amis du Sud. De nombreux Canadiens hésitent à comparer le Canada aux États-Unis, mais, inévitablement, ce qui s'est passé chez eux semble devoir se répéter chez nous. Le secrétaire du Trésor, William Simon, a fait au début de cette année des remarques qui m'ont semblé intéressantes. Il a déclaré:

Il existe actuellement dans notre économie trois tendances à long terme qui sont inquiétantes et néfastes. La première est l'augmentation massive de l'administration publique... qui, depuis le milieu des années 60, augmente considérablement...

La deuxième tendance qui affaiblit graduellement notre système de libre entreprise est... qu'il faut augmenter la production pour créer de nouveaux emplois et obtenir un niveau de vie plus élevé. Or, en tant que nation, nous augmentons rapidement les fonds versés par l'État aux particuliers, mais nous négligeons de stimuler les nouveaux investissements comme il le faudrait...

La troisième tendance, extrêmement dangereuse, est l'accélération progressive du taux d'inflation au cours de la dernière décennie.

Il concluait:

Toutefois, si vous voulons atteindre une prospérité durable, nous devons mobiliser toutes nos ressources de sagesse et d'énergie contre les forces les plus résistantes et les plus importantes qui bloquent notre économie.

Tout d'abord, nous devons limiter l'énorme expansion de l'administration dans notre pays... Deuxièmement, nous devons renforcer le système de libre entreprise en insistant un peu moins dans notre politique intérieure sur la consommation et les dépenses de l'État et un peu plus sur l'épargne, les investissements et la formation de capitaux.

Il semble que le gouvernement libéral du Canada n'ait pas atteint les mêmes conclusions. Avant que les médias n'annoncent que le bill C-8 a facilement été adopté par la Chambre des communes, je tiens à dire que je déplore ce genre de mesure et que le vote de ce soir sera ma dernière tentative pour empêcher le gouvernement d'empiéter davantage sur les droits des Canadiens.

L'Orateur suppléant (M. Penner): A l'ordre. Sauf erreur, la présidence doit, à cette heure-ci, donner la parole au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald).

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, le député de Peel-Dufferin-Simcoe (M. Milne) a attendu bien patiemment. Je me demande si la Chambre aurait l'amabilité de lui accorder quelques minutes de mon temps de parole pour lui permettre de participer au débat.